

Dans un contexte de marginalisation de la langue basque, les divers rapports à l'euskara dépendent, pour une grande part, des différents types de lecture du mythe de la singularité. C'est à l'analyse de l'histoire du paradigme identitaire basque qu'il faut s'en remettre pour comprendre la nature des rapports opposés ou favorables à l'entrée de l'euskara dans la sphère publique.

Mots-Clés : Iparralde. Euskara. Mythe de l'a-temporalité. Représentations. Culture. Ethnicité.

Euskararen bazterte-testuinguruan, euskararekiko harremanak, neurri handi batean, euskara berezia den mitoaren irakurketen arabera dira. Euskal identitatearen paradigmen historiaren azterketara jo behar da, euskara eremu publikoan sartzearen kontrako edo aldeko erreakzioen izaera ulertzeko.

Giltza-Hitzak: Iparralde. Euskara. Atemporalaren mitoak. Adierazpideak. Kultura. Etnizitatea.

En un contexto de marginación de la lengua vasca, los diversos informes sobre el euskera dependen, en gran parte, de las diferentes lecturas del mito de la singularidad. Para comprender la naturaleza de los informes en favor o en contra de incluir el euskera en la esfera pública, se debe volver a estudiar la historia del paradigma identitario vasco.

Palabras Clave: Iparralde. Euskera. Mito de la temporalidad. Representaciones. Kultura. Etnicidad.

Rapports à l'euskara et mythe de la singularité en Iparralde

(Reports on the Basque
language and the myth of the
singularity in Iparralde-French
Basque Country)

Pierre, Thomas

Centre de Recherche sur la Langue et les Textes Basques
(IKER – CNRS – UMR 5478). Château-Neuf. 64100 Bayonne-Baiona
tpierrecourriel@yahoo.fr

En quoi le mythe de la singularité basque conditionne-t-il aujourd'hui la nature des rapports à la langue basque en Pays Basque de France¹ ? Contribue-t-il au maintien de l'euskara dans sa condition de langue « régionale » et minoritaire ? Comment est-il contesté par les discours basquistes revendiquant l'entrée de la langue basque dans la sphère publique, dans la sphère du « pour tous » ? Quels sont aujourd'hui les différents types de rapports à la langue ? En quoi les différentes représentations de l'euskara expliquent-elles la permanence des rapports à son usage et à son apprentissage ? L'idée de singularité est-elle à la source des raisons qui poussent les individus à parler ou apprendre le basque, à être indifférents, à être réticents, ou à rejeter son usage et/ou apprentissage ? *In fine*, quelles sont les caractéristiques des différentes représentations collectives qui influent sur les prises de positions individuelles ?

Je tenterai de répondre à ces interrogations en m'appuyant sur les arguments usités dans le cadre des débats provoqués par la volonté de co-officialisation de la langue basque à hauteur de la langue française². Ces dernières années, cette revendication – soutenue par des milieux basquistes très divers (représentants locaux des partis politiques nationaux exceptés le Parti Communiste et le Front National, partis politiques et associations abertzale³) – a en effet suscité localement et ponctuellement des polémiques relativement passionnées quant au bien-fondé ou non de la reconnaissance politique du fait linguistique basque en Iparralde. Ce

1. Pour désigner le Pays Basque de France, nous utiliserons aussi indistinctement les expressions suivantes : Pays Basque français, Iparralde (« côté nord ») et Ipar Euskal Herria (« Pays Basque nord »). Nous n'entendons pas l'expression « singularité basque » sous la définition qu'en donne Pierre Bidart à savoir « la somme des traits et valeurs qualifiant l'appartenance basque » (Bidart, 2001). Par l'expression « mythe de la singularité basque », nous entendons désigner la lecture selon laquelle le monde basque est un monde a-historique, stagnant et étanche.

2. La co-officialisation doit permettre la reconnaissance légale de l'utilisation du basque dans tous les services publics, à égalité de traitement avec la langue française.

3. Le terme abertzale signifie en langue basque « patriote ». Il sert à la désignation et à l'auto-désignation de l'ensemble des mouvements nationalistes basques. Aujourd'hui, l'expression « nationaliste basque » est récusée par la majorité des abertzale qui préfèrent se dire et être qualifiés de patriotes basques.

qui m'intéresse ici est de témoigner de la tournure prise par les débats ; les positionnements se heurtant essentiellement sur un désaccord profond, celui de la légitimité de l'entrée en politique du *monde basque* en fonction, principalement, de représentations divergentes de la culture et de l'identité basques⁴.

En effet, l'existence de rapports divergents à la question de la reconnaissance publique de la langue basque tient, en grande partie, aux caractéristiques de la construction historique de la singularité basque, socle sémantique à partir duquel les référents identitaires locaux se sont historiquement constitués. Je verrai dans quelle mesure les origines historiques et sociales des diverses représentations de l'identité culturelle en Pays Basque nord induisent (ou non) les différents rapports à la langue basque entretenus par la population. C'est à la restitution non-exhaustive de cette histoire que je me consacrerai, avant de témoigner des postures respectives des opposants et des militants à la reconnaissance institutionnelle de l'euskara. Ainsi, je commencerai par rappeler en quoi les diverses représentations de la basquité sont issues du processus historique de construction du mythe de la singularité et, plus particulièrement, du phénomène d'ethnologisation de la culture basque né au XIX^e siècle. Aussi, je rendrai compte de l'expression contemporaine des différents rapports à la langue basque en Iparralde. Enfin, je tenterai de conclure sur le trait principal qui explique l'adhésion ou non à l'institutionnalisation de la langue basque, à savoir le rapport que l'individu entretient au mythe de la singularité culturalo-identitaire basque.

Dans le cadre du débat quant à la légitimité politique et sociale de la revendication d'inscription de l'euskara dans la sphère publique, les divergences idéologiques sont très clairement exprimées. L'argument qui consiste à dire que le bilinguisme politique remet en cause les principes de la République française constitue alors le postulat de départ du discours de l'opposition à la reconnaissance institutionnelle de la langue basque. À l'inverse, les milieux basquistes présentent la revendication de co-officialisation de l'euskara comme le cadre politique par lequel combler un déficit démocratique : celui de la marginalisation sociale de la langue basque, phénomène vécu comme une injustice.

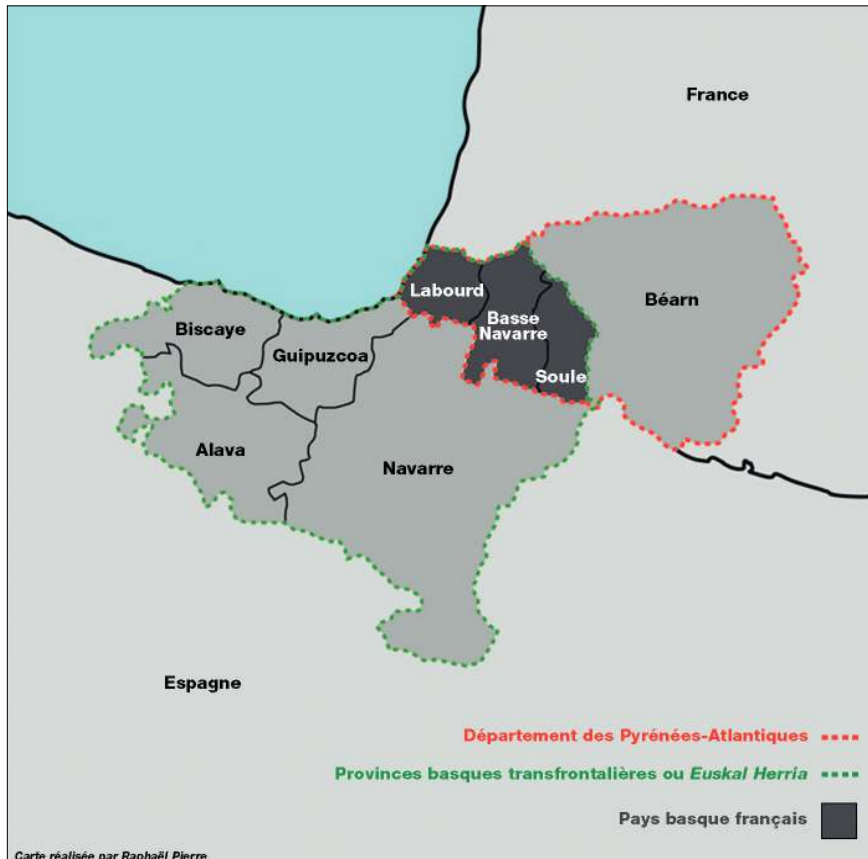
Ainsi, en ce début de XXI^e siècle, la question des rapports à l'euskara s'avère cruciale dans le cadre de sa non-reconnaissance officielle et à l'époque où, pour la première fois en Pays Basque français, une institution publique, l'Office Public de la Langue Basque (OPLB)⁵, semble potentiellement en mesure d'apporter localement une réponse politique à sa sauvegarde et à son développement. Pour commencer, rappelons la situation sociolinguistique dans laquelle se trouve la langue basque ces dernières années.

4. Dans cet article, j'entendrai par les expressions *monde basque* et *culture basque*, l'espace de représentations au sein duquel il est fait référence à ce qui est vécu, pensé et/ou perçu comme étant basque.

5. L'OPLB a le statut de GIP (Groupement d'Intérêt Public). Sa mission consiste à concevoir, définir et mettre en œuvre une politique linguistique concertée en faveur de la langue basque. L'Office mobilise les moyens financiers nécessaires pour mener à bien les actions retenues dans le cadre de son programme d'activité.

1. Perte de la compétence linguistique et réappropriation relative

Aujourd'hui, en Pays Basque d'Espagne, la langue basque a repris de la vigueur dans la vie publique, les écoles et les médias du fait des efforts conjoints de politiques volontaristes du gouvernement autonome d'Euskadi et des secteurs associatifs. Au contraire, en Pays basque nord, l'euskara se porte mal. Même si l'enseignement du basque à l'école a progressé en Iparralde depuis une trentaine d'années, la grande majorité des enfants scolarisés ne reçoit aucun enseignement de la langue locale. Pour ceux qui le reçoivent, il existe trois filières d'enseignement du et en basque : enseignement public (Ikas-bi), enseignement privé confessionnel (Euskal Haziak), enseignement associatif et privé (Ikastola). Dans le cadre de l'enseignement public ou de l'enseignement privé d'inspiration catholique, lesquels sont largement dominants, il existe, dans le primaire, soit un enseignement de la langue de deux à trois heures hebdomadaires, soit un enseignement bilingue, de création récente.



Tous les trois ans depuis 1991, la Communauté Autonome d'Euskadi (CAB), la Navarre et le Pays Basque de France organisent une enquête sociolinguistique concernant la situation de la langue basque sur l'ensemble d'Euskal Herri⁶. En 2006, la quatrième enquête sociolinguistique est réalisée sous la responsabilité du Sous-Ministère à la Politique Linguistique du Gouvernement basque d'Euskadi en partenariat avec l'Office Public de la Langue Basque. Comme pour les trois éditions précédentes de 1991, 1996 et 2001, l'enquête est réalisée par téléphone. Il s'agit de mesurer, selon les territoires, le niveau de connaissance et d'utilisation de la langue. Pour le Pays Basque de France, l'OPLB accompagne le Gouvernement basque dans les différentes étapes de réalisation de l'enquête dans le cadre des relations partenariales transfrontalières développées par les deux institutions. L'échantillonnage est confié à l'INSEE et 2 000 personnes de 16 ans et plus sont interrogées. L'enquête se décline sur trois territoires d'analyse (toujours les mêmes depuis 1991) : le secteur du BAB (Communauté d'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz ainsi que les communes de Saint-Pierre-d'Irube et du Boucau), le secteur Labourd hors BAB (côte basque et Labourd intérieur) et le secteur Basse-Navarre/Soule. Selon les résultats de l'enquête, en 2006, en Pays Basque nord, 22,5% des habitants sont bilingues bascophones, 8,6% sont bilingues réceptifs et 68,9% non-bascophones. La Soule et la Basse Navarre constituent la zone où le pourcentage de bascophones est le plus important ; en valeur absolue, les bascophones sont les plus nombreux en Labourd hors BAB. À l'inverse de ce que l'on peut observer en Navarre et dans la CAB, le nombre de bascophones en Pays Basque nord continue de diminuer, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. De 1996 à 2006, le nombre de bascophones est passé en 10 ans, de 56 000 à 51 800 en Pays Basque de France, de 443 200 à 557 600 dans la CAB et de 42 100 à 56 400 en Navarre. La baisse du nombre de bascophones en Iparralde est due à deux principales raisons : d'une part, le vieillissement des bascophones – dont la proportion est plus forte dans les classes d'âge les plus élevées (64% des bascophones sont âgés de 50 ans et plus) – et, d'autre part, le fait que, dans le même temps, le nombre de personnes ayant reçu la langue basque étant enfant mais ayant perdu au fil du temps la capacité de la parler (7 000 locuteurs concernés en 2006) soit nettement plus important que le nombre de personnes n'ayant pas reçu l'euskara étant enfant mais l'ayant apprise depuis (4 000 locuteurs concernés en 2006). La poursuite de ce déclin se tra-

6. Euskal Herria comprend les sept provinces historiquement basques. En Espagne, trois d'entre elles (le Guipúzcoa, la Biscaye et l'Alava) constituent la Communauté Autonome d'Euskadi au sein de laquelle la langue basque est officielle. La quatrième, la Navarre, bénéficie du statut autonome de Communauté Forale. La langue basque y est officielle dans la moitié nord bascophone de la province. Enfin, en France, les trois provinces basques (le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule) ne bénéficient que du statut non-contractuel de « Pays », tel qu'institué par la « loi Pasqua » du 4 février 1995 sur l'orientation et l'aménagement du territoire, laquelle précise dans son article 23, que « le Pays exprime la communauté d'intérêts économiques et sociaux ainsi que, le cas échéant, les solidarités réciproques entre les villes et l'espace rural ». La délimitation territoriale de ce « Pays », baptisé « Pays "Pays Basque" », a été directement inspirée du tracé pré-révolutionnaire des trois provinces basques françaises. Dans le cadre de ce statut public, la langue basque ne bénéficie d'aucune reconnaissance institutionnelle.

duit, de fait, par une utilisation sociale décroissante de la langue basque. En dix ans, la proportion de ceux qui utilisent le basque autant ou plus que le français a baissé de près de 3 points, de 13% en 1996 à 10,3% aujourd'hui.

Cela étant, pour la première fois, la courbe du pourcentage de basco-phones par classe d'âge repart aussi à la hausse en Pays Basque de France pour les 16-24 ans. Cette évolution est particulièrement nette sur le secteur Labourd hors BAB (20,6% de basco-phones chez les 16-24 ans ; 14,6% chez les 25-34 ans et 18,3% chez les 35-49 ans), mais aussi, dans une moindre mesure, sur le secteur BAB. Sur le secteur le plus basco-phonique, Soule/Basse-Navarre, les 16-24 ans restent encore proportionnellement moins basco-phones que toutes les autres classes d'âge. Pour l'ensemble du Pays Basque nord, le pourcentage des bilingues du groupe des 16-24 ans (16,1%) est de 5 points supérieur au groupe d'âge plus âgé des 25-34 ans (11,6%). Si pour l'ensemble des personnes enquêtées, les pertes pour la langue basque sont plus importantes que les gains, le groupe d'âge des jeunes est le seul groupe où les gains sont plus importants que les pertes.

Ces résultats illustrent donc d'une part, la gravité de la situation diglossique⁷ dans laquelle se trouve la langue basque confirmant, une fois de plus, le déclin de son usage social et, d'autre part, signifient également que la tendance tend à s'inverser chez les plus jeunes. Même si le pourcentage de basco-phones au sein de la population née dans les années 1970-80 a atteint des niveaux particulièrement bas, à moins de 15% d'une classe d'âge ; les jeunes nés dans les années 1990 présentent, eux, un niveau de compétence linguistique similaire à celui de leurs aînés nés dans les années 1960. Cette progression est liée au développement de l'apprentissage de la langue basque à l'école, toutes filières confondues. Mais, malgré cette progression, le taux de basco-phones chez les 16-24 ans (16,1%) reste encore trop insuffisant pour pouvoir garantir la pérennité de la langue. Le développement de l'apprentissage du basque à l'école devrait impérativement se poursuivre et se densifier dans les prochaines années. Dans le cas contraire, l'usage social de la langue basque disparaîtra en Iparralde. Dans un environnement où la très grande majorité des jeunes parents n'est pas basco-phonique, la transmission de la langue au sein de l'école et des structures de la petite enfance reste le principal vecteur contre son déclin. La politique linguistique en faveur de l'euskara pourra d'autant plus être confortée dans ce sens que cette quatrième enquête sociolinguistique confirme une attente de la population supérieure à l'offre de services aujourd'hui proposée. Une donnée est commune aux trois territoires définis dans l'enquête. Parmi les bilingues, la proportion de bilingues plutôt franco-phones/hispanophones est la plus importante dans la classe d'âge la plus jeune, celle des 16-24 ans. Ceci est particulièrement vrai pour le Pays Basque de France.

7. Le terme *diglossie* marque l'état dans lequel se trouvent deux systèmes linguistiques coexistant sur un territoire donné, et dont l'un occupe, pour des raisons politico-historiques, un statut sociopolitique inférieur. La situation diglossique est ainsi généralement une situation conflictuelle. Ce phénomène social se rencontre lorsque les langues en contact ont des fonctions différentes, par exemple une langue « officielle » et une langue « privée ».

Cette donnée a une conséquence directe sur l'utilisation de la langue. Deux facteurs principaux conditionnent en effet l'utilisation de la langue basque, le premier, la densité de bascophones dans le réseau relationnel des acteurs et, le second, la compétence linguistique individuelle en basque relativement à celle en français. Ainsi, les jeunes locuteurs bascophones, s'ils sont de plus en plus nombreux, possèdent par contre – comparativement aux bilingues des autres classes d'âge – une compétence linguistique relativement moindre et, par voie de conséquence, une aisance et une capacité à s'exprimer en langue basque plus fragile. La consolidation du processus d'apprentissage à l'école et le développement des possibilités de pratique de la langue en dehors du cadre scolaire constituent dans ce domaine deux leviers stratégiques importants pour qu'au-delà de la maîtrise de la langue, les nouveaux locuteurs puissent aussi la pratiquer⁸.

Au-delà de ces données quantitatives, la question de l'*envie de langue basque* aura, à l'avenir, une grande importance. En effet, en l'absence de dynamique sociale largement partagée, donnant tant un rôle pratique qu'un sens symbolique à l'euskara, les possibilités d'une réappropriation linguistique s'avèreront certainement infructueuses. C'est pourquoi, un phénomène central, celui de la croyance en l'étanchéité du monde basque, devra être dépassé pour permettre à la langue basque d'être perçue comme une langue publique et citoyenne et non plus strictement comme une langue privée, « régionale » et secondaire. Et, bien qu'elle soit déjà relativement enclenchée, la question de cette reformulation de sens s'annonce difficile dans la mesure où la société basque d'Iparralde est largement empreinte des référents identitaires issus de la construction du mythe de l'a-temporalité basque⁹.

2. Le mythe de l'étanchéité basque comme autorité allégorique

Jusque récemment, l'idée d'identité basque a en effet été dominée par la thématique de l'énigme culturelle et de la singularité identitaire. Le *monde basque* a longtemps vécu, mais aussi souffert, du prisme à travers lequel l'Histoire des idées l'avait progressivement défini : celui de l'a-temporalité¹⁰. Dans une certaine mesure, les Basques eux-mêmes se sont appropriés et ont intériorisé cette image et ce statut qui faisaient d'eux des vieux Européens mais des Européens *à part*,

8. Quatrième enquête sociolinguistique organisée en 2006. <http://www.mintzaira.fr/fr/la-langue-basque/situation-socio-linguistique.html>.

9. Une enquête de l'*Institut Culturel Basque-Euskal Kultur Erakundea*, menée 2004-2005 sur l'ensemble du Pays Basque et intitulée, *Pratiques culturelles et identités collectives en Pays Basque*, a montré qu'au sein de la population d'Iparralde la représentation régionale de l'identité basque était la plus répandue. Cette représentation « régionale » de l'appartenance basque pose problème dans la mesure où, implicitement, elle est construite autour de l'idée d'après laquelle l'euskara n'est pas la langue du « Territoire Pays Basque » mais la langue du groupe basque, considéré comme un groupe étanche.

10. Ces dernières années, l'idée d'un *monde basque* relevant nécessairement de l'isolat a été pertinemment contestée par les travaux de Denis Laborde. Ceux-ci donnent à voir une société basque historicisée et distincte de la thématique de l'énigme à travers laquelle elle est encore souvent lue et qui, de ce fait, la constitue en partie. Références bibliographiques en fin d'article.

du fait notamment du caractère non-indo-européen de l'euskara et du mystère de l'histoire ancienne du peuplement local. D'un mouvement conjoint, cette mise de côté savante a contribué à développer un processus de singularisation culturelle, puis a implicitement justifié et idéologiquement assuré l'absence de traitement politique du fait ethnoculturel basque.



Image du monde rural

Du XVII^e siècle à nos jours – et, plus particulièrement, au XIX^e siècle –, une somme considérable d'écrits portant sur les origines du peuple basque s'est attachée à relever ce qui était basque et/ou ce qui paraissait caractériser le Pays Basque et ses habitants, l'entreprise ayant pour perspective de définir. Scientifiques, voyageurs, romanciers ont décrit ce pays et ses gens, sous une multitude de témoignages parfois largement contradictoires mais s'inspirant les uns les autres. Un trait commun apparaît néanmoins de façon récurrente quelles que soient les époques et les écrits : le sentiment d'immuabilité du *monde basque* suscité chez l'observateur. Aussi, aujourd'hui, si elles veulent être efficaces, les politiques linguistiques de normalisation de l'usage de l'euskara doivent tenir compte de l'influence de ce sentiment sous-jacent d'immuabilité sur le degré de motivation des acteurs. En effet, le mythe de l'étanchéité du *monde basque* influe nécessairement

sur les rapports à l'usage – et, surtout, à l'apprentissage – de la langue basque, et ce d'autant plus qu'il tire sa forte prégnance symbolique de l'intouchable puissance justificatrice des discours à estampilles scientifiques. La portée de l'apport légitimiste des sciences est effectivement très large, fortement percutante et lourde de sens. L'idée de singularité et de sentiment d'immuabilité du *monde basque* est très répandue tant dans l'inconscient collectif local que national et transfrontalier. En cela, cette perception relève du mythe bien plus que des idéologies. Aujourd'hui encore, la lecture du monde social basque sous l'angle de la singularité poussée à l'excès, est largement récurrente, quels que soient les milieux, qu'ils soient scientifiques, journalistiques ou littéraires. L'usage public de vocables – tels la *race* ou l'*ethnie* – renvoyant à une représentation essentialiste de l'appartenance culturelle, accolée au mot *basque*, et ce malgré leur caractère scientifique contesté (pour ce qui est de l'*ethnie*) ou invalidé, politiquement dénoncé et largement tabou depuis la Seconde Guerre Mondiale (dans le cas de la *race*), ne fait curieusement pas scandale. Il existe clairement un phénomène de légitimation indirecte, mais non moins efficace, de l'idée de singularité basque – notamment génétique – par des courants scientifiques et intellectuels, relayé et vulgarisé par les médias. Dans ce contexte idéologique particulièrement encombrant du point de vue politique pour les milieux basquistes, le Parti Nationaliste Basque (PNV) contemporain tente de se démarquer de ce phénomène. Côté sud, le chef du gouvernement de la Communauté Autonome Basque, Juan-José Ibarretxe, déclare, lors d'un entretien accordé au quotidien *Le Monde* :

Pour l'amour de Dieu ! Nous sommes tous basques, tous ceux qui vivent et qui travaillent ici, tous ceux qui apparaissent sur le recensement, tous ceux qui votent. Il ne s'agit pas de savoir d'où nous venons mais où nous voulons aller ensemble et de le décider ensemble¹¹.

En Pays Basque nord également, la tendance au sein du Parti Nationaliste Basque-Iparralde est à une tentative de désacralisation de ce sentiment d'immuabilité du fait basque particulièrement incarnée par l'usage de la notion d'*ethnie basque*. On peut lire dans la revue *Lema*, organe de presse du parti, une annonce de conférence :

Dans le cadre des animations du *Batzoki* – siège municipal du Parti – de *Donibane Lohitzun* (Saint-Jean-de-Luz), une conférence sur un thème ô combien sensible est programmée. Il s'agit en effet de traiter le thème de l'origine de notre peuple. Loin de tout fantasme de particularisme exacerbé, la parole est donnée à Mikel Duvert, érudit et formidable vulgarisateur [...]. Sur un sujet aussi propice aux délires que l'origine de notre peuple, Mikel Duvert s'attachera à rendre compte du « parcours historique » de notre peuple, l'origine étant insaisissable, les limites étant sans cesse repoussées. Il y a toujours des origines de l'origine¹².

11. Silber Martine (propos recueillis par), « Il faut établir une relation consensuelle avec l'Espagne », *Le Monde*, Mercredi 17 décembre 2003.

12. « Études sur l'origine du peuple basque », *Lema*, n°91, Mai 2005, p. 16

Malgré ces tentatives de remise en cause et/ou de désacralisation du mythe de la singularité biologique basque, la permanence historique, jusqu'au cœur du XX^e siècle, de l'usage de la notion d'*ethnie basque* est liée – du moins, pour partie – au caractère légitimateur des travaux scientifiques (ou considérés comme tels). Cette permanence permet de faire l'hypothèse d'un lien étroit entre, d'une part, la teneur de cet héritage scientifique et littéraire et, d'autre part, la pérennité de la représentation essentialiste de la basquité, elle-même à la fois issue et constituante de la croyance en la singularité basque.

Le *monde basque* a donc longtemps été exclusivement pensé comme un échantillon définissable par ses caractéristiques naturelles. C'est l'impossibilité de s'entendre sur un type d'explications scientifiques consensuelles quant à l'origine des Basques et de leur langue vernaculaire qui explique en partie la nature de ce traitement spécifique. Les origines de la société basque étant incertaines, celle-ci s'est vue attribuer les qualificatifs de société ancienne. Depuis lors, le *monde basque* est à la fois observé par et pour la dimension énigmatique de son origine (Bidart, 2001).

Le paradigme identitaire basque contemporain est issu de cette histoire. Et, le milieu du militantisme basque doit particulièrement en tenir compte dans sa démarche de tentative de démocratisation de l'accès à la culture locale par la restauration institutionnelle du caractère légitime de la présence de l'euskara en Iparralde. En effet, il s'agit de gérer le fait que le *monde basque* actuel se réfère à différentes perceptions de lui-même. Il jongle entre les deux pôles de références dont il a hérité de l'Histoire. Il alterne, *in fine*, entre une représentation largement issue de la signification littéraire de l'autonyme *euskalduna*¹³ – en tant que valeur sociale traditionnelle privilégiant la prééminence de l'idée d'appartenance au groupe par la langue – et les autres formes de représentations de l'identité à tendances essentialistes. Ces dernières sont, d'une part, en partie nées des écrits nationalistes basques de Sabino Arana Goiri au XIX^e siècle¹⁴ et, d'autre part, issues de l'angle sous lequel le cas basque a été décrit du point de vue scientifique avant que ce fond scientifique ne soit diffusé et vulgarisé par les discours médiatiques (la presse, spécialisée ou non, la télévision et Internet). Le tout a contribué à véhiculer et à entretenir l'imaginaire d'ancestralité et de pureté du *monde basque* ; à indirectement confirmer l'idée d'historicité immémoriale ou d'a-historicité des Basques. Quelles que soient les époques, les descriptions du

13. Autonyme : terme par lequel un groupe culturel et/ou linguistique s'auto-désigne dans sa langue vernaculaire. Dans le cas basque, l'autonyme correspond au terme *Euskalduna*. Le terme *euskalduna* signifie « celui qui a la langue basque » ou autrement dit « celui qui parle le basque ». Il confond donc les conditions de Basque et de bascophone.

14. Sur ce point il faut rappeler avec Michel Wieviorka que « le racisme de Sabino Arana doit être situé dans son contexte historique ; d'une part, il s'agit d'un mode de pensée qui, comme le dit Jean-Paul Sartre à propos de l'antisémitisme, a encore statut d'opinion et non de crime [...] ; d'autre part, il constitue une réponse au discours nationaliste espagnol, incarné en particulier par Canovas del Castillo, et selon lequel la nation espagnole est une unité de race (mais aussi de territoire) », in. Wieviorka, 1988.

Pays Basque ont comme point commun la tendance à fabriquer, ou à assumer, l'idée d'étrangeté radicale et de singularité naturelle : la notion de particularisme basque est issue de cette histoire. Ainsi, les différents modes de perception contemporains de l'ensemble social et culturel basque se construisent essentiellement aux XIX^e et XX^e siècles, période au cours de laquelle les sciences (particulièrement l'histoire, la linguistique, l'anthropologie physique et culturelle, puis la biologie et la génétique), officialisent, par la validation scientifique, l'idée selon laquelle le *monde basque* correspond avant tout à une société aux origines inconnues. C'est cette continuité dans la nature de l'approche descriptive du Pays Basque qui participe de la fabrication du *particulier*, avant celle du *particularisme*, du *minoritaire* avant celle de l'*étrange*, puis de l'*a-temporel* avant celle de l'*ethnique*. L'influence de ce phénomène prend toute son importance pour qui tente de voir dans quelle mesure les représentations actuelles du *monde basque* – et en cela leur histoire – conditionnent les rapports à la langue basque et à sa potentielle institutionnalisation en Pays Basque de France. En effet, ce processus de singularisation est allé si loin qu'aujourd'hui une large frange de la population est intellectuellement dominée par l'idée d'étanchéité totale du groupe basque, par l'idée de son a-historicité, résignée à ne considérer la dite culture basque que dans son acception folklorisée et folklorisante.

En cela, cette Histoire, ou ces histoires scientifiques, ont non seulement des effets sur les représentations portées sur les Basques, mais aussi sur les représentations que les Basques d'aujourd'hui ont d'eux-mêmes et, en filigrane, sur leur rapport à la culture et à la langue locale. En riant, une vieille femme *euskaldun zahar*¹⁵ déclare en 2005 :

Il paraît que les Basques, on est à part, qu'on a un sang spécial [rires], quand la même année un jeune bayonnais commente : « Je ne suis pas Basque, je ne suis pas Basque de sang. Je suis né à Tarbes, je suis arrivé à Bayonne à l'âge de cinq ans ».



Image basque sur le marché

En conséquence, n'est-il pas légitime de considérer que cette tendance à décrire et/ou penser le Pays Basque sur le ton du mystérieux et de l'a-temporel ait pu influencer la constitution puis assurer la permanence de la représentation essentialiste de l'appartenance culturelle basque ? L'usage politique de cette représentation déboucherait aujourd'hui sur le constat suivant : ce qu'était le

15. L'expression *euskaldun zahar* signifie littéralement « ancien basque/bascophone » et est utilisée pour désigner les Basques qui ont, pour tout ou partie, l'*euskara* pour langue maternelle.

Basque, il l'était par nature – les textes l'approuvent et pas des moindres –, avant de légitimer la considération suivante : tout ce qui reste du Basque, ne l'est que par héritage, que par filiation.

Au-delà du fait que cet héritage symbolique ait été utilisé dans l'entreprise de définition de la basquité et, en cela, en quelque sorte, ait assuré historiquement le développement d'une forme de conscience basque, il encombre aujourd'hui largement les aspirations des différentes tendances basquistes qui font de l'euskara le socle de la culture basque : les revendications culturelles basques sont – pour le moins indirectement – embarrassées par cette représentation de la basquité, dominée par un imaginaire assimilant identité basque et représentations essentialistes de la culture. En effet, ce legs littéraire et scientifique est largement instrumentalisé dans les discours de l'anti-militantisme basque dans le but de discréditer toute évolution institutionnelle qui prendrait en compte, du point de vue culturel et linguistique, l'histoire, le présent et le futur local.

Du point de vue politique, a contrario d'un présupposé courant, cette représentation profite aux partisans du maintien du statu-quo institutionnel linguistique et condamne implicitement les militants basquistes à être accusés de s'inscrire dans une vision ethnociste du fait social. Ce corpus bibliographique définissant a priori ce qui relève du *monde basque* influence en effet largement la construction des discours contemporains sur la supposée illégitimité du lien entre *monde basque* et politiques publiques favorables au développement de l'euskara.

3. La langue basque comme langue communautaire

Effectivement, la dialectique des opposants à l'entrée en politique de la langue basque s'appuie implicitement sur une forme essentialiste de représentation de l'identité basque – celle qui postule une pureté première, un état premier. Dans ce cadre idéologique, un argument majeur est alors instrumentalisé. Les opposants estiment que le brassage supposé des populations justifie le caractère nécessairement et inconditionnellement inopérant de l'entrée dans la sphère publique de l'euskara. Ce brassage socioculturel de la population, vécu comme l'expression du caractère non-basque de la côte basque, illustre, selon eux, le caractère inapproprié du concept de co-officialisation de la langue basque à l'échelle du Pays Basque nord.

Aussi, alors même qu'ils considèrent la revendication de co-officialisation de l'euskara comme une intention « ethnociste », leur propre posture relève d'une lecture elle-même « ethnociste » du monde social dans la mesure où elle s'appuie sur une représentation a-temporelle donc ethnociste de l'identité. Formulée à partir d'idées polygénistes, leur argumentation s'inscrit donc intimement dans l'adhésion à la croyance, préalablement dénoncée, en la nature essentialiste de l'*ethnie basque*. En cela, cet argument ne fait que réitérer, de façon symétrique et

inverse, le modèle qu'il suppose raciste et qu'il entend dénoncer (Amselle, 1999)¹⁶.

Au-delà du fait que cette position soit paradoxale, elle participe à la stigmatisation du mouvement culturel basque et, en filigrane, du sentiment d'appartenance basque contemporain lui-même. Mais une telle prise de position n'est légitime que dans le cadre de la légitimité totale de la représentation nationale de l'identité instaurant une hiérarchisation entre les cultures dites « régionales », pensées comme de nature strictement folkloriques, et la culture nationale pensée comme structurellement à vocation citoyenne : l'idée de citoyenneté française, et, de façon sous-jacente, d'identité française, est perçue comme compatible avec la diversité culturelle quand l'idée de basquité ou d'identité basque est pensée comme par nature incompatible avec le champ politique de la citoyenneté.

Ainsi, pour nombre d'opposants à l'institutionnalisation de la langue basque, ce qui est pensé comme relevant de l'identité basque ne l'est généralement qu'en fonction de la famille, de la filiation, de l'ascendance, de l'hérédité, et *in fine* qu'en rapport à une lecture patrimoniale – et non pas territoriale et citoyenne – de l'identité basque. Dans ce cas, la référence à l'« héritage », et, au final, au sang, prédomine. Aussi, l'argumentaire de l'opposition à l'institutionnalisation de l'euskara s'articule à partir d'une vision organique du fait basque : le Pays Basque est, en partie, composé « des Basques » considérés comme une *ethnie* distincte. La notion d'*ethnie* renvoyant ici à un sentiment d'imperméabilité totale et d'a-temporalité du groupe basque. Cette représentation ne prend absolument pas en compte le caractère subjectif de l'identité, la complexité et la diversité des consciences identitaires basques contemporaines, qu'elles soient basco-phones ou non, de filiation basque ou non.

Le discours de l'opposition à l'institutionnalisation de l'euskara a donc pour socle idéologique la croyance profonde en l'existence de l'*ethnie basque*. En cela, il s'appuie sur une représentation organique de la culture basque. Mais, dans ce cas, le caractère « ethniciste » de cette représentation n'est pas relevé par le sens commun dans la mesure où il n'apparaît pas illégitime puisqu'il découle de la distinction national/régional, une opposition en quelque sorte officielle puisque renvoyant à une perception légalisée de ce à quoi doit correspondre ce qui relève de la « région ».

En conséquence, en Iparralde, du fait du fort sentiment de légitimité de l'idéologie dite « républicaine », il est difficile de débattre politiquement du potentiel statut public de l'euskara sans en arriver à un échange passionnel qui tourne généralement au non-débat. Bien que l'usage social de la langue basque soit en constant déclin, la question linguistique est un sujet sensible. L'initiative même de débattre du statut de la langue est perçue comme rétrograde et antirépublicaine. Ceci est essentiellement dû au phénomène historique de hiérarchisation idéolo-

16. Ce mécanisme discursif a particulièrement été bien décrit par l'anthropologue Jean-Loup Amselle dans le cadre de sa critique de la « raison ethnologique ».

gique du statut des langues qui a abouti à la marginalisation de certaines d'entre elles.

Dans ce contexte, l'argument central des opposants à la co-officialisation de la langue basque consiste à dire que l'outil d'égalité républicaine sur tout le territoire français est l'usage de la langue française et son apprentissage par tous. Bien souvent, les opposants ne se disent pas opposés à l'apprentissage du basque, mais ils ajoutent que là n'est pas la question puisque des filières bilingues existent déjà dans les écoles publiques. Ce n'est donc pas à l'existence de ce type d'apprentissage qu'ils s'opposent mais à la diffusion, à la normalisation de cet apprentissage. Ils rejettent fermement l'entrée de l'euskara dans le domaine public, ils refusent son insertion dans la sphère du commun, dans l'espace du « pour tous ». Régulièrement, l'idée d'une correspondance possible – ou l'intérêt de cette correspondance – entre culture basque (la langue) et sphère du politique (co-officialisation) est considérée comme inopérante du fait de la supposée nature intrinsèquement « régionale » de l'euskara. C'est pourquoi les partisans du statu quo institutionnel estiment que la volonté de l'apprendre doit nécessairement coïncider avec une pratique familiale. La langue basque est alors pensée comme ne pouvant être, par nature, que l'expression de traditions: c'est à ce niveau que l'argumentaire de l'« anti-militantisme linguistique basque » est particulièrement contradictoire dans la mesure où il se veut opposé aux représentations ethnicistes de la société.

Aussi, les opposants aux politiques publiques de soutien à l'euskara dénoncent la nature supposée essentialiste de l'appartenance basque, mais font aussi de cette idée leur postulat de départ. Or, il apparaît qu'en l'absence de ce jugement de valeur négatif sur la culture basque – considérée comme figée par nature – l'ensemble de l'argumentaire opposé à l'institutionnalisation de l'euskara perd de sa cohérence puisque celui-ci ne fait qu'opposer l'« esprit républicain », symbole de la sphère du public, à l'idée de condition basque, pensée comme substantielle et rétrograde. Il fige ainsi ces deux pôles dans une relation conflictuelle indépassable.

Cette représentation organique de la *région* et, en filigrane, du *monde basque*, considéré comme en relevant, s'inspire des thèses de l'historiographie et de l'anthropologie du XIX^e siècle à l'origine de la construction du mythe de l'*ethnie basque*, du fantasme de l'a-temporalité basque. De même, la légitimité du recours à l'idée de brassage est consubstantielle de la constitution des catégories savantes – telle l'*ethnie* – nées dans le cadre du développement de l'État-nation ; et, dans le cas présent, indissociables du phénomène historique d'ethnologisation du *monde basque*.

Le concept d'*ethnie basque* constitue donc aujourd'hui le socle théorique à partir duquel la distinction entre « sociétés sans État » (le cas basque) et « sociétés à État » (la République française) – et celle synonyme de « sociétés sans histoire » et de « sociétés à histoire » – prend forme.

Ainsi, la posture « anti-militantiste linguistique basque » suscite le dilemme insoluble devant lequel toutes revendications institutionnelles se revendiquant de la basquité se trouvent : comment construire un argumentaire revendicatif sans

être accusé d'« ethnicisme »? Cette accusation d'« ethnicisme » s'appuyant largement sur l'instrumentalisation de l'idée d'a-temporalité du *monde basque*, mise en compétition avec le caractère progressiste des idées issues de l'histoire politique nationale, incarné en particulier dans la référence aux *Lumières*.

Même si, du point de vue du nombre de militants qu'elle concerne, l'importance de l'opposition à la co-officialisation de l'euskara est relativement marginale, son discours illustre tout de même un type de rapport à la culture et à la langue basque répandu en Pays Basque nord¹⁷.

Malgré tout, la majorité de la classe politique locale adhère aujourd'hui à l'idée de co-officialisation. Au sein de la population, la connaissance même de cette revendication n'est pas courante. Mais celle-ci ne semble pas nécessairement révolutionnaire. D'une manière générale, elle suscite davantage d'indifférence que de rejet. Il reste, qu'en règle générale, concernant la promotion de la langue basque, les habitants du Pays Basque nord y sont majoritairement favorables, quel que soit le secteur géographique concerné, la nature et le niveau de compétence linguistique¹⁸.

4. L'euskara comme langue du « territoire Pays Basque »

Cela étant, conscients de l'existence de potentielles réactions hostiles à la revendication de co-officialisation de l'euskara, les mouvements basquistants précisent ce à quoi correspondrait la notion de co-officialisation si elle aboutissait. Celle-ci aurait pour principal effet la mise en place d'un bilinguisme systématisé dans les écoles publiques. La langue basque serait obligatoirement enseignée à tous les enfants scolarisés en Pays Basque.

Ainsi, d'une manière générale, le mouvement culturel basque perçoit l'enseignement systématique de la langue basque comme un modèle sociétal permettant à l'euskara de devenir la langue de tous les habitants du pays, et non pas la langue de ceux qui y sont nés et/ou qui sont issus de milieux bascophones. Dans cette logique, la langue basque doit devenir, avec la langue française, l'une

17. Cette opposition est principalement représentée par deux associations, l'association Citoyens en Adour-Pyrénées Vivre-Ensemble et le Cercle Lissagaray, auxquelles il faut ajouter les élus locaux anti-départementalistes des partis traditionnels nationaux tels que le Parti Socialiste ou l'UMP. Ces associations n'ont que très peu de membres et leur impact est limité et occasionnel. Ceci dit, la position qu'elles défendent correspond aux représentations d'une partie conséquente de la population. Le site Internet de CAP Vivre Ensemble est hébergé par le portail de l'Observatoire du Communautarisme. Pour ce qui est du Cercle Lissagaray, il naît en octobre 2003 au moment même où le mouvement Batera, favorable à la création d'un Département Pays Basque et à l'officialisation de la langue basque, appelle à manifester. Il s'agit d'un club de réflexion créé par Jean Espilondo, alors député et conseiller général socialiste d'Anglet-nord, par Christian Aguerre, ancien rédacteur en chef de *La Semaine du Pays Basque* et par Pierre Bidart, universitaire, responsable des Éditions Izpegi et proche du Parti Socialiste. Le Cercle comprend de nombreux enseignants. Les membres sont pour moitié des actifs pour moitié des inactifs. Certains membres sont bascophones (Pierre, 2010 : 141-146).

18. Quatrième enquête sociolinguistique organisée en 2006. <http://www.mintzaira.fr/fr/la-langue-basque/situation-socio-linguistique.html>.

des deux langues officielles du « Territoire Pays Basque » promu par le Schéma de développement issu de la prospective territoriale « Pays Basque 2010 » et initiée par les services de l'État¹⁹. L'objectif consiste à ce que le fait de parler basque ne soit plus considéré ni comme une démarche politique basquiste ni comme une caractéristique « ethnique », au sens essentialiste du terme.

Le statut institutionnel d'une langue a en effet beaucoup d'incidences sur les rapports que la population entretient à celle-ci. Aussi, le fait que l'euskara soit politiquement reconnue dans un cas (basque du sud) et niée dans l'autre (basque du nord) entraîne de grandes disparités entre les situations sociolinguistiques des différents territoires. En Pays Basque nord, l'euskara continue à être perçue comme une langue « régionale » voire « ethnique », alors qu'en Pays Basque sud sa présence dans la sphère sociale publique quotidienne s'est largement normalisée. Elle est aujourd'hui perçue comme la langue du pays et non pas comme la langue d'un groupe particulier.

C'est pourquoi, au sein des milieux basquistes d'Iparralde, l'enseignement obligatoire de l'euskara à l'école publique est considéré comme une réponse à l'accusation systématique d'« ethnicisme ». L'enseignement du basque, c'est-à-dire une conception de la langue basque comme langue commune publique potentielle, permet en effet de faire de l'euskara une langue en quelque sorte dés-ethnalisée, au sens où les opposants à sa reconnaissance et une partie conséquente de la population l'entendent. L'officialisation de la langue basque est considérée comme la solution permettant à la langue basque de s'extraire de la situation ghettoisée dans laquelle elle se trouve. Et, effectivement, cet enseignement systématisé contribuerait automatiquement à dépolitiser la langue basque dans la mesure où le fait de l'apprendre ne dépendrait plus du choix des parents mais de la loi en vigueur elle-même, donc du seul fait de vivre et d'être scolarisé en Pays Basque. Ce modèle est perçu comme le moyen de dépasser l'idée d'après laquelle, pour apprendre le basque, il faut être issu de milieux basco-phones, être d'origine basque et/ou être abertzale²⁰.

Ainsi, la systématisation de l'enseignement public du basque au Pays Basque est considéré comme le cadre juridique permettant d'éviter que ne se désignent ou ne soient désignés – potentiellement – dans les écoles ceux qui veulent apprendre le basque et ceux qui ne veulent pas l'apprendre. En conséquence, l'enseignement obligatoire de la langue basque répondrait à deux préoccupations : elle permettrait d'une part de sauver et d'étendre son usage et, d'autre part, de l'ins-

19. À partir de juillet 1992, une invitation officielle du sous-préfet de Bayonne est adressée aux élus politiques, aux représentants des milieux de l'enseignement, de la culture, du secteur économique et social, ainsi que des différents services publics, pour entreprendre une réflexion prospective et participative sur l'avenir du territoire du Pays Basque français à l'horizon 2010. Une vaste entreprise de prospective territoriale et de sollicitation de la société civile est alors lancée. Deux conseils sont créés : le Conseil des Élus du Pays Basque et le Conseil de Développement du Pays Basque (Ahedo, 2003 ; Chaussier, 1996 ; Jacob, 1994 ; Ségas, 2004).

20. Jean-Noël Etcheverry, « Enseignement obligatoire de l'euskara », *Enbata*, n°1843, 9 septembre 2004.

crire socialement comme le vecteur par lequel passe la cohésion socioculturelle d'Iparralde.

En Pays Basque nord, au sein du monde basquisant, ce type de rapport à l'euskara est relativement récent dans la mesure où l'abertzalisme est longtemps resté fidèle à la dialectique de la revendication du droit à la différence. Or, la demande de co-officialisation de l'euskara s'inscrit dans un discours plus large de revendication du droit à l'égalité. Le droit à l'égalité diffère totalement de la revendication traditionnelle du droit à la différence dans la mesure où cette dernière entre, du fait de sa nature même, dans le jeu du système qu'elle dénonce. En effet, la revendication du droit à la différence reconnaît implicitement la légitimité de la *norme* en auto-attribuant une dimension communautariste au fait basque et en adhérant, en cela, à la version ethnologisée du fait basque. En un certain sens, revendiquer le droit à la différence revient à s'inscrire dans la grille de lecture du monde issue de la construction de l'État-nation républicain français instaurant une hiérarchisation entre culture temporelle nationale et culture a-temporelle régionale. Faire de la notion de « différence » un droit revient à adhérer à l'opposition entre la sphère dite « politique » et la sphère dite « ethnique », issus de l'opposition public/privé.

Au contraire, dans le cas de la revendication du droit à l'égalité, la légitimité de la *norme* – issue, historiquement, du rapport de force Nation/Région – est contestée. La revendication du droit à l'égalité penche pour un traitement institutionnel équitable des deux langues locales. Cette équité passe par l'entrée de l'euskara dans la sphère publique. Ainsi, en matière linguistique, le droit à l'égalité correspond au droit et au devoir de tous à être alphabétisé dans sa langue maternelle ou dans la langue historique du Pays Basque. *In fine*, le mouvement culturel basque, par la revendication du modèle bilingue institutionnalisé, tente de donner corps à l'idée d'une « identité territoriale » ou, autrement dit, tente de républicaniser la langue basque. Avec cette logique territoriale, les basquistes s'inscrivent dans une logique étrangère à tout essentialisme.

Ainsi, paradoxalement, ce sont les opposants à la co-officialisation de la langue basque qui s'inscrivent (tout en la dénonçant) dans une logique ethnique et essentialiste : en soutenant que seuls apprendront le basque ceux qui voudront l'apprendre, ils désignent alors la communauté des Basques, la communauté des bascophones au sein du Pays Basque lui-même. Le raisonnement des opposants à la reconnaissance publique de l'euskara consiste à dire que, puisque la langue française est la langue de tous, la langue basque ne peut en aucun cas tenir ce rôle conjoint.

5. Basquité, militantisme et usage de la langue basque

En Pays Basque nord, le mouvement culturel basque contemporain tente donc, par la revendication de co-officialisation de l'euskara, de reformuler la prégnance du mythe de la singularité basque. Ce mouvement développe une perception opposée aux visions strictement conservatrices et patrimoniales du fait culturel. Il rejette les représentations régionalistes folklorisantes de l'identité et est en rupture, plus ou moins clairement affichée, avec l'idée d'*ethnie* instrumentalisée par le premier nationalisme basque (Parti Nationaliste Basque-historique) entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, et toujours prégnante dans la conscience collective.

Les sphères basquistes actuelles valorisent une conception dynamique et mouvante de l'identité basque qui s'appuie sur la mise en valeur d'une relation centrale entre basquité, militantisme politico-culturel et usage de la langue basque. Ainsi, les mouvements basquistes se veulent généralement ouvertement intégrationnistes. L'intégration individuelle au *monde basque* étant alors conditionnée par l'adhésion au projet politique de souveraineté ou, tout du moins, de reconnaissance institutionnelle d'Iparralde et de sa langue vernaculaire. C'est pourquoi, l'euskara tient un rôle prépondérant si ce n'est fondateur. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes basquistes insistent sur une conception de la basquité valorisant l'idée de militantisme par l'apprentissage et l'usage de la langue basque.



Dans les faits, l'investissement dans le monde culturel ou politique basquistes tend, de manière croissante, à être perçu comme le garant de l'insertion au sein du groupe basque, ceci autant dans les sphères *abertzale* que dans les milieux extérieurs à celles-ci. Du fait de la signification de l'autonomie traditionnelle et du contexte diglossique dans lequel évolue la langue basque, l'adhésion à celle-ci par son

apprentissage revêt une importance toute particulière.

Sur l'ensemble d'Euskal Herri, du « pays de la langue basque », on observe d'ailleurs un phénomène récent d'appropriation individualisée de la culture basque par l'apprentissage de l'euskara. Des individus, plutôt jeunes, mobiles et urbains, d'origine basque ou non, nés au Pays Basque ou non, font le choix réfléchi et assumé de la langue et de la culture basque. Par militantisme culturel ou intérêt professionnel, l'individu devient donc acteur volontariste de la culture basque. Cette donnée modifie relativement les traits classiques de la basquité – issus du phénomène d'ethnologisation du *monde basque* –, mais ne remet pas en cause et assure même la continuité de la valeur symbolique du référent *euskalduna* en tant que concept magnifiant la vocation culturalo-identitaire de l'euskara.

Aussi, aujourd'hui, dans le cadre de la relative prise en compte de l'avenir de l'euskara par l'État français, les milieux basquistes se réjouissent de l'évolution du rapport à la langue au sein de la population. La langue basque tend de manière lente mais régulière à être considérée comme un élément de modernité, comme un atout d'ouverture vers le Pays Basque sud et, au niveau local, comme un vecteur d'intégration (Baxok, Coyos, 2010).



Noms et panneaux bilingues en Iparralde

Et il est vrai que le recours à la langue est commode dans l'entreprise de démythification de l'idée d'immuabilité et d'étanchéité du *monde basque*. En effet, la représentation essentialiste de la condition de *Basque*, bien qu'elle soit tabou, et, peut-être même de ce fait, amène un auteur de dictionnaire – paru récemment chez *Elkar*, maison d'édition locale et transfrontalière – à définir l'*euskaldun* ainsi : « 1. personne qui sait et utilise habituellement la langue basque, quelle que soit son origine. 2. habitant du Pays Basque »²¹. Ces expressions « quelle que soit son origine » et, dans une moindre mesure, « habitant du Pays Basque », ont leur importance. Elles illustrent la volonté d'ouverture affichée par le monde du militantisme basque. Le décalage sémantique est en effet important entre la pensée de Sabino Arana Goiri et les représentations de l'identité défendues par l'abertzalisme contemporain, comme l'illustre ce slogan aperçu sur une affiche de l'association AEK prévenant, « *Laissons perdre l'euskara et ce pays ne sera plus basque. Izena eman AEK* »²². De même, en Hegoalde, dès 1989, l'association lance une campagne d'affichage dont le slogan est : « *Ser vasco no es suficiente – Izan euskaldun – El euskara es la diferencia ! AEK !* »²³. Dans ce contexte, un organisateur de la *Korrika*²⁴ s'interroge :

21. « *Hiztegia/Dictionnaire Basque/Français, Français/Basque* », Éditions Elkar, Bayonne, 1997.

22. Ce qui signifie littéralement « *Donne ton nom à AEK* », traduisible par « *Inscris toi à AEK* ».

23. Slogan traduisible par « *Être basque ne suffit pas – Être euskaldun – L'euskara est la différence !* ». In: Jabi Urbiena, *Euskal Herriko kartelak*, Txalaparta, Tafalla, 1997.

24. La *Korrika* est une course-relais organisée tous les deux ans en faveur du développement de l'euskara. Cette course parcourt sans interruption pendant une dizaine de jours l'ensemble des provinces basques transfrontalières.

« Qu'est-ce qui unit un paysan de Navarre et un ouvrier de Baracaldo, un artisan du Guipúzcoa et un berger de Baigorri ? [...] Le Basque ce n'est pas une race, c'est une langue »²⁵. Ce témoignage donne primauté à la langue, dans l'objectif de légitimer définitivement le retour au sens étymologique de l'autonyme traditionnel. Cette évolution de sens, ce retour militant à la conception culturaliste de l'appartenance basque, illustre le fait que la culture, en tant qu'identité collective et en tant que classification, est, dans toutes sociétés, et ce, sans interruption temporelle, l'objet d'une lutte pour la reconnaissance. Celle-ci débouche sur un reclassement incessant qui redéfinit constamment les termes au travers desquels la dite société se reconnaît. Ainsi, l'identité apparaît ici comme un phénomène politique, comme la sanction d'un rapport de forces (Amselle, 1999 : 65-66 ; 85). C'est à partir du dernier tiers du XX^e siècle, que l'abertzalisme, en voie de constitution en Iparralde, opère une idéologisation de la langue basque. Le nationalisme basque, considérant le basque comme langue opprimée par l'État centralisateur et sa langue dominante, réexamine les traits et valeurs de la basquité. De nouveaux slogans incarnent alors ses options politiques : *Euskal Herrian euskaraz*, « en basque au Pays Basque », ou encore *Euskaraz bizi*, « vivre en langue basque ». La langue est érigée en élément garant d'identité et symbole d'être au monde basque.

Ainsi, en ce début de XXI^e siècle, le mouvement abertzale – et le monde basque en général – subit davantage qu'il ne revendique la légitimité du mythe de la communauté d'origine et ses dérivés tel que l'*ethnie*. Ceci étant, s'il est clair que le mouvement abertzale ne fait plus de la *race* un argument, et qu'il ne l'a, côté nord, jamais politiquement formalisé, cela ne signifie pas pour autant que l'idée d'une correspondance entre filiation et basquité ait totalement disparu du contenu de la représentation traditionnelle de l'identité basque au sein de la population. En effet, comme partout, les références à la filiation sont toujours essentielles et fondatrices de l'identité:

D'autres, nés de parents basques, vivent loin du pays, fils qu'ils sont de ces « exilés économiques », membres à part entière de cette diaspora basque répandue à travers le monde entier. [...] Ils ont souvent oublié ou, peut-être, n'ont-ils jamais appris la langue paternelle ou maternelle, mais ils se sentent basques par filiation. Pourquoi ne le seraient-ils pas ? Il y a ceux qui sont nés au Pays Basque, de parents basques, ces fils et filles d'euskaldun pour lesquels n'a pas été assurée la transmission du langage ancestral. [...] Qui leur refuserait le droit d'être basque ?²⁶

Enfin, il faut tenir compte du fait que, malgré la volonté des milieux basquistes de rompre avec les représentations de la basquité à tendances essentialistes, il est difficile d'échapper au phénomène de l'*ascription* (l'attribution par les autres de qualités ethniques). Ce d'autant plus que l'ethnologisation dont a été sujet le Pays Basque, particulièrement au XIX^e siècle, associé à sa non-insti-

25. Philippe Rochette, « Korrika, la course en basque », *Libération*, 26 mars 1997.

26. Jean Haritschelhar, « Être basque », *Enbata*, n°1664, 8 février 2001.

tutionnalisation et à l'affaiblissement du caractère symbolique de la langue basque, a largement conforté l'idée d'*ethnie basque* et ses dérivés, tels que la *race*, incarnés dans le type (le sang) et/ou le nom. En outre, il existe dans les consciences collectives en Pays Basque des représentations du *type basque*²⁷. Aussi, le type physique, relativement marqueur, constitue un des éléments importants de reconnaissance de l'appartenance de l'individu au groupe.

Il reste que le sentiment d'appartenance basque contemporain n'est pas bâti sur des critères essentialistes, mais sur le fait de participer à un projet politique en devenir, à la construction d'une communauté politique. Finalement, le mouvement abertzale – tout comme l'ensemble des tendances politiques représentées en Pays Basque nord – n'est pas uni derrière une seule et même représentation de l'identité basque. En effet, celui-ci connaît des contradictions internes et est empreint de compromis. Mais il est la seule force politique au sein de laquelle une tendance à défendre et à développer une conception dynamique de l'identité basque existe, dans la mesure où son discours est le seul à admettre un lien potentiel entre citoyenneté et culture basque par la valorisation du rôle identitaire de l'usage de l'euskara. Seul le mouvement abertzale tente de promouvoir les visions essentialistes de la basquité issues de l'ethnologisation du *monde basque*. À ce propos, Ximun Haran, un des fondateurs de la Charte d'Itxassou, à l'origine – en 1963 – de la création du mouvement *Enbata*, acte fondateur de l'abertzalisme côté nord, souligne la préoccupation centrale actuelle du monde abertzale:

Comment peut-on, est-il possible, de continuer à être basque, alors que la langue basque disparaît ? », s'interroge t-il ?²⁸

En règle générale, le mouvement culturel basque tend donc à tenir compte des phénomènes liés à la globalisation culturelle dans sa tentative de construction de discours politiques s'inscrivant dans la perspective d'une articulation entre global et local. Ce mouvement considère l'euskara comme le référentiel politico-identitaire commun de la société pour laquelle il milite. L'avantage sémantique de cette posture repose sur le fait que l'euskara est une donnée en soi, elle échappe à l'idée d'a-temporalité même si elle est à l'origine des conditions de son développement. De fait, elle permet d'une part, de maintenir l'inscription du militantisme basque contemporain dans la tradition cosmologique locale et, d'autre part, de structurer parallèlement les conditions nécessaires à la dynamique de désenclavement de la culture basque du mythe de l'étanchéité de l'*ethnie basque*.

27. L'iconographie « traditionnelle » témoigne des caractéristiques de ce *type basque*.

28. Christian Aguerre, « Ximun Haran, l'homme inquiet », *La Semaine du Pays Basque*, du 8 au 14 février 2002.

6. Sentiments identitaires et rapports à l'euskara

Le Pays Basque de France n'est pas homogène du point de vue du rapport que les habitants entretiennent avec ce qu'ils considèrent comme relevant de la culture et de l'identité basque. C'est pourquoi, au sein du mouvement culturel basque, la question des perceptions sociales de la culture et de l'identité basque constitue un préalable incontournable avant la formulation d'un discours revendicatif destiné à pousser les pouvoirs publics à un traitement plus efficace des aspirations culturelles locales. Longtemps taboue du fait de son potentiel contenu politique, de la gêne qu'elle risquait de susciter chez les élus locaux et des contradictions qu'elle pouvait réveiller au sein même du cercle familial, la question culturalo-identitaire basque apparaît aujourd'hui comme quelque peu dédramatisée dans la mesure où certaines idées initialement abertzale – telle l'officialisation de la langue basque – sont désormais partagées par nombres d'élus fermement opposés, il y a encore une vingtaine d'années, au traitement, par les pouvoirs publics, de l'avenir de la culture et de la langue basque.

Une enquête, intitulée *Pratiques culturelles et identités collectives en Pays Basque*, témoigne du fait que des divergences importantes apparaissent d'un territoire basque à l'autre²⁹. À la question « Selon vous, quelles sont les conditions les plus importantes pour que quelqu'un se considère basque ? », les habitants du Pays Basque nord répondent majoritairement « être né au Pays Basque » à 29%, « parler basque » à 22%, et « avoir des ancêtres basques » à 17%. Ces données illustrent le monopole symbolique d'une représentation de l'identité très commune qui fait référence à la terre, à la langue et à l'origine.

À l'inverse, dans la Communauté Autonome Basque (CAB), trois conditions arrivent en tête : la volonté d'être basque (28%), le fait de vivre et travailler au pays (22%), le lieu de naissance (22%). Ainsi, l'enquête casse des idées reçues sur la supposée manière de se représenter l'identité basque en Pays Basque sud. Dans la Communauté Forale de Navarre, on obtient des résultats similaires avec respectivement et, dans le même ordre, 24%, 24%, 24%.

Les sentiments identitaires sont également divers d'un territoire à l'autre. En Pays Basque nord, la majorité se sent « française » ou « plus française que basque » (52%), 24% se sentent « aussi basque que français », et ceux qui se sentent « basques » ou « plus basques que français » sont 16% – chiffre qui correspond relativement aux suffrages électoraux recueillis par le mouvement abertzale.

29. Menée durant l'année 2004-2005 par l'Institut Culturel Basque (ICB) dans le cadre de son programme d'activités *Batek Mila*, elle a concernée l'ensemble des Pays Basques nord et sud. L'enquête touche près de 4000 personnes sur l'ensemble du Pays Basque : 1610 de 16 ans et plus en Pays Basque de France (réparties en quatre zones, côte nord, côte sud, Labourd intérieur, et Basse-Navarre et Soule), 1204 dans la Communauté Autonome Basque, 1008 en Navarre. En Pays Basque nord, le sondage a été doublé d'une enquête qualitative menée auprès de quatre groupes de discussion entre bascophones et non-bascophones, et par sept entretiens individuels menés par le cabinet Stat'Adour de Bayonne. Deux cent de ces personnes ont donc été consultées par méthode qualitative, les autres, 3822, par méthode quantitative.

Au sein du Pays Basque nord, l'enquête fait apparaître des différences selon les zones concernées. Le sentiment d'être « plutôt basque » suit la courbe de la bascophonie, de même que le sentiment d'être plutôt français suit celle de l'unilinguisme francophone. Néanmoins, le sentiment de double identité, est le plus répandu, et de loin (40%), en Basse-Navarre et en Soule, dans la zone la plus bascophone. Doit-on y voir une zone où, du fait des caractéristiques linguistiques, les consciences identitaires ne sont pas conflictuelles mais, au contraire, complémentaires ; ou doit-on y voir le signe d'une étape du passage du sentiment d'être basque à celui d'être français, dans un contexte de marginalisation accrue de l'euskara ?

Quoi qu'il en soit, l'enquête qualitative montre que, du fait de la souplesse et de la diversité des perceptions de l'identité basque, les frontières entre Basques et non-Basques ne sont pas claires, et sont même très perméables. La coexistence des identités est chose « naturelle » et les cas de ceux qui se disent « basque-français » sont courants. Les bascophones insistent cependant sur le lien étroit entre langue et identité.

Il reste que l'enquête de l'Institut Culturel Basque atteste de l'existence de deux conceptions diamétralement opposées de l'appartenance basque. La première est conditionnée par des référents symboliques hérités, indépendants des volontés individuelles, comme si le peuple basque correspondait à une grande famille. Cette représentation serait majoritaire en Pays Basque nord alors même que l'usage social de la langue basque est en voie d'extinction. La seconde, majoritaire en Pays Basque sud où la langue basque a repris de la vigueur, est marquée par l'idée d'après laquelle l'appartenance basque relève du choix. Elle est perçue comme un sentiment individuel et collectif voulu et entretenu à des fins politiques et/ou revendicatives. Or, en Hegoalde, les nouvelles générations sont largement bascophones. Elles utilisent la langue basque au quotidien, à l'école, l'université. Elles lisent la presse bascophone. Ainsi les clichés habituels sur l'existence d'un supposé nationalisme « ethnique » poussant à l'exclusion, à la xénophobie voire au racisme sont mis à mal. Pour preuve le fait que ce soit dans la CAB, espace où le nationalisme basque est le plus puissant (voire majoritaire) des trois territoires composant Euskal Herria, que les représentations de l'identité basque font le moins référence à des critères d'appartenance hérités, tels la langue, le lieu de naissance, ou la filiation (nom et/ou origine basque). De même, c'est également dans la CAB que le sentiment d'appartenance basque est le plus répandu.

En Iparralde, les rapports au sentiment d'appartenance basque sont finalement bien plus conflictuels. À titre d'exemple, une part importante des anciennes générations, issues des milieux ruraux et bascophones, n'a pas de représentation politique du Pays Basque en tête. Le militantisme politique basque leur est le plus souvent étranger. Il arrive même que ce militantisme les agace. Le nationalisme basque peut leur apparaître très en rupture avec toute l'histoire de leur vie, de leurs choix. De leurs guerres. La langue basque est leur langue intime. Aussi, l'intrusion du basque dans le militantisme et la politique perturbe leur rapport à la

langue. Pour beaucoup, cela ne correspond pas à l'ordre supposé « des choses ». La volonté d'inscrire la langue basque dans la sphère publique suscite un sentiment de rupture avec leur continuité. Mais, il y a aussi chez cette génération une certaine fierté à observer, sinon la renaissance courante de l'emploi public de leur langue maternelle, du moins la volonté de cette renaissance. Ceci étant, il existe également un sentiment de perplexité car, pour beaucoup, s'il y a bien une chose qui va de soi, c'est que le basque ne s'apprend pas. Le basque, « c'est avant ». C'est la langue de ceux qu'on enterre. La langue du travail agricole et de l'église. C'est la langue d'un *nous* passé. C'est aussi la langue des conflits et de la violence venus de l'« autre côté ». C'est un espace psychique tabou. Et, comme tout ce qui est tabou, à la fois source de plaisir ou tout du moins de confort : une langue singulière qui singularise. Mais une langue singulière qui marginalise aussi. D'une certaine manière, une langue non-assumée sans que cela ne pose tant de problème. Une langue qui a sa place, et pas une autre, ceci d'autant plus que nombreux sont ceux qui n'ont pas légué leur langue maternelle à leurs enfants. L'époque n'y poussait pas. Pour leurs enfants, qui ont, aujourd'hui, entre 35 et 60 ans, l'euskara est, entre autre, la langue du mensonge, celle qu'ils ne comprennent pas ou peu mais qui leur est terriblement familière, et qu'ils entendaient lorsque l'on souhaitait qu'ils ne la comprennent pas. Dans son roman intitulé *Le pays*, la romancière bayonnaise Marie Darrieussecq témoigne de ce sentiment contradictoire d'extériorité à la langue minoritaire en situation diglossique ; langue qu'elle ne qualifie, par ailleurs, jamais de basque :

[...] j'entendais la vieille langue comme la langue des autres comme la patrie de ceux qui n'en avaient pas (Darrieussecq, 2005 : 133).

Ainsi, ce n'est pas parce que le basque leur est inconnu qu'il est sans parole. Il y a souvent, au sein de cette génération, le regret – qui débouche rarement sur un reproche explicite – de ne pas parler le basque, une langue, selon les termes d'un anonyme, « qu'on aurait dû parler ». L'écrivain Marie Darrieussecq poursuit :

J'allumais la radio et ce qui venait, c'était de la vieille langue. Je ne comprenais rien, pourtant chaque syllabe me disait quelque chose. Une langue opaque, mais il semblait qu'un rien eut suffi à me la rendre transparente, comme un miroir sans tain quand on change de côté. Ma mère et ma grand-mère autrefois, parlant de ce qui ne me regarde pas. J'assiste de l'extérieur à un spectacle fantastique, deux corps connus qui se confondent en une chair inconnue. Elles parlent de sexe et de mort ; des pères et des fils, de ce qui n'est pas pour les petites filles. [...] Les amputés sentent encore leur membre fantôme, les influx dans les nerfs coupés. C'est un fait qui a souvent été rapporté après les guerres, et dans les pays à sol miné (Darrieussecq, 2005 : 76-77).

En définitive, dans le cas basque-français contemporain – comme dans le cas basque transfrontalier en général –, l'hypothèse consensuelle et présupposée selon laquelle les variables culturalo-linguistiques des acteurs conditionnent, sinon déterminent, la subjectivité et les aspirations de chacun – et donc, pour partie, leur rapport à l'idée d'institutionnalisation de l'euskara – doit être démentie.

En effet, l'étude de notre échantillonnage (entretiens, études de coupures de presse et observation directe) infirme cette hypothèse du fait qu'aucun lien de corrélation systématique n'apparaît entre la nature de l'adhésion politique et les caractéristiques socioculturelles³⁰. En ce qui concerne la question de l'influence des traits socioculturels individuels des acteurs, il apparaît que ceux-ci n'expliquent pas systématiquement l'adhésion ou non à l'entrée dans la sphère publique de la culture et de la langue basque. Quelles que soient les zones du Pays Basque (urbaines ou rurales, à forte densité bascophone ou non), on trouve des basco-phones – de langue maternelle ou l'ayant appris à l'âge adulte – ainsi que des non-bascophones favorables ou opposés à la co-officialisation de l'euskara. Quant à l'âge, il n'est pas non plus nécessairement déterminant. Nombre d'*euskaldun zahar* (bascophone de langue maternelle) aujourd'hui âgés ne comprennent pas l'existence même du militantisme basque et encore moins la volonté d'institutionnalisation de la langue basque. La tentative de renaissance du basque leur apparaît transgressive. À l'inverse, nombre de personnes issues de ces mêmes générations sont à l'origine du développement en Iparralde du mouvement abertzale, et continuent à militer pour la défense de la langue et de la culture locale.

Somme toute, ce qui s'avère le plus déterminant pour expliquer les prises de positions politiques individuelles des acteurs est à chercher dans le rapport au mythe de la singularité basque. Dans l'adhésion à celui-ci, dans son rejet, dans une posture de compromis envers celui-ci ou dans sa reformulation. Or, selon Roland Barthes, « le mythe est une parole choisie par l'histoire : il ne saurait surgir de la nature des choses » (Barthes, 1957 : 182). L'auteur ajoute que si le mythe est une parole, ce n'est pas « n'importe quelle parole : il faut au langage des conditions particulières pour devenir mythe [...]. Mais ce qu'il faut poser fortement dès le début, c'est que le mythe est un système de communication, c'est un message. On voit par là que le mythe ne saurait être un objet, un concept, ou une idée ; c'est un mode de signification, c'est une forme » (*Ibid* : 181). Finalement, il apparaît que l'objet même du débat, le mythe – en l'occurrence celui de la singularité basque –, s'avère en partie imperceptible du fait de sa polysémie. Il est en lui-même porteur d'une pluralité de perceptions, lesquelles constituent le socle de multiples représentations. Ainsi, c'est à l'analyse de l'angle sous lequel le mythe est perçu qu'il faut s'en remettre pour comprendre l'influence des représentations contemporaines du *monde basque* sur la nature des rapports individuels et collectifs à l'euskara.

30. Les données sur lesquelles s'appuie cet article sont issues de mes recherches réalisées dans le cadre de l'*Accord scientifique international 2008* entre Eusko Ikaskuntza et l'Université de Genève (Faculté de Psychologie et de Sciences de l'Éducation) ainsi que des recherches effectuées dans le cadre de ma thèse de doctorat en Anthropologie sociale et Ethnologie (Pierre, 2010). Dans le cadre de ces recherches, près de quatre-vingt entretiens ont été réalisés tant avec des responsables politiques, culturels et économiques qu'avec des militants lambda favorables ou opposés à la reconnaissance institutionnelle de la langue basque.

7. Conclusion

Dans un contexte socioculturel complexe marqué par une grande diversité des rapports à la reconnaissance politique de la langue basque, il apparaît que l'évolution sociolinguistique du Pays Basque nord contribue aujourd'hui à perpétuer l'idée d'un *monde basque* structurellement inapte à inscrire sa langue vernaculaire dans la sphère du politique. Le déclin de l'usage social de l'euskara – qui reste pourtant, au sein de la population, largement fondatrice de l'identité – participe en effet de la permanence et du développement d'une représentation, celle de la « nature » supposée a-temporelle du *monde basque*. Or, les différents types de rapports contemporains à la langue basque s'inscrivent implicitement dans le cadre idéologique du mythe de l'a-temporalité et de l'étanchéité du *monde basque* historiquement entretenu par la distinction paternaliste entre « culture nationale » et « culture régionale » – cette opposition étant elle-même née dans le cadre de la construction de l'État-nation français républicain. C'est pourquoi les représentations à partir desquelles les acteurs formulent leurs discours illustrent, dans le cas des opposants, leur instrumentalisation du mythe de la singularité par l'intermédiaire de la notion d'*ethnie basque* et, dans celui des militants de l'euskara, leur volonté de contestation des effets néfastes du processus d'ethnolisation du *monde basque* ainsi que leur tentative de réhabilitation du référent *euskalduna* en tant que norme socioculturelle. Le mouvement culturel basque considère le bilinguisme institutionnalisé comme un projet progressiste, comme un droit supplémentaire à conquérir, favorisant le lien social et respectant la pluralité linguistique locale quand les opposants voient en la revendication de co-officialisation de la langue basque une idée autoritariste et ethniciste souhaitée par une minorité, la minorité basque *abertzale*.

Ainsi, il apparaît que ce désaccord est, en l'état, structurellement indépassable et on se demande alors comment, à court terme, le débat politique en Iparralde pourra sortir du conflit opposant l'idée d'après laquelle, pour qu'une langue continue à vivre, il faut qu'elle soit pratiquée – et donc qu'une partie conséquente de la population la maîtrise, cas de figure qui n'est possible que par l'officialisation de la langue basque, c'est-à-dire son enseignement, à parité horaire, au sein de l'école publique, à l'ensemble des classes d'âge scolarisées – et la conviction jacobino-républicaniste selon laquelle la volonté d'officialiser la langue basque contient un caractère communautariste.

Quoi qu'il advienne, il reste que le contexte actuel est marqué par une donnée inquiétante pour l'avenir de la langue et de la culture basque en Iparralde : la non-institutionnalisation de l'euskara constitue aujourd'hui le cadre privilégié assurant la permanence de représentations « régionales », ethnicistes, passéistes et folkloriques de la culture locale. Il y a en effet nécessairement corrélation entre la pérennité de représentations essentialistes de l'identité basque et la quasi-absence d'institutionnalisation du Pays Basque nord, au sein duquel la culture basque ne relève quasiment que du domaine du privé.

8. Bibliographie

- AHEDO GURRUTXAGA, Igor. *Redes de políticas públicas de cuasi-institucionalización y de desarrollo y movimiento social pro-departamento "Pays Basque" en los territorios vascos de Aquitania (1992-2001)*. Euskal Herriko Unibertsitatea: Thèse de doctorat, Letamendia Belzunce F. (dir), 2003.
- AMSELLE, Jean-Loup. *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*. Paris: Payot & Rivages, 1999; 257 p.
- BAXOK, Erramun ; COYOS, Jean-Baptiste. *Helduen euskalduntzea eta etorkinak Ipar Euskal Herrian*. Baiona: Euskalzaindia, Jagon Saila, 2010; 104 p.
- BARTHES, Roland. « Le mythe, aujourd'hui ». Dans: *Mythologies*. Paris: Seuil, 1957; 233 p.
- BIDART, Pierre. *La singularité basque*. Paris: Presses Universitaires de France, Collection Ethnologies, 2001; 367 p.
- CHAUSSIER, Jean-Daniel. *Quel territoire pour le Pays Basque ? Les cartes de l'identité*. Paris: L'Harmattan, Logiques Politiques, 1996; 295 p.
- DARRIEUSSECQ, Marie. *Le Pays*. Paris: P.O.L, 2005; 297 p.
- JACOB, James E. *Hills of Conflict. Basque nationalism in France*. Reno-Las Vegas. London: University of Nevada Press, 1994; 546 p.
- LABORDE, Denis (dir.). *Six études sur la société basque*. Paris: L'Harmattan, Anthropologie du Monde Occidental, 2004; 306 p.
- LABORDE, Denis. *La mémoire et l'instant. Les improvisations chantées du bertsulari basque*. Donostia: Elkar, 2005; 349 p.
- PIERRE, Thomas. *Controverses institutionnelles en Pays Basque de France. Usages politiques et déconstructions des préjugés socioculturels*. Paris: L'Harmattan, Anthropologie du Monde Occidental, 2010; 303 p.
- SEGAS, Sébastien. *La grammaire du territoire : action publique de développement et lutte politique dans les « pays »*. Bordeaux: Université Montesquieu, Thèse de doctorat en Science politique, Sorbets Cl. (dir.), 2 vol., 2004.
- WIEVIORKA, Michel. *Sociétés et terrorisme*. Paris: Fayard, Mouvement 5, 1988; 557 p.